

Retour du PM PI à Bamako après les NU : Le Colonel Abdoulaye Maiga accueilli en grande pompe !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2022

1189

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Stade du 26 mars



Mossa Ag Attaher doit mieux s'expliquer !



... journée mondiale des Instituts Confucius : La coopération entre le Mali et la Chine Magnifiée



Mali - Niger : Aucune mesure de représailles n'a été prise par Niamey contre Bamako



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

27 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

485

Nouveaux cas confirmés

15

Nouveaux guéris

41

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

529 843 Vaccinations incomplètes

1 813 786 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 622

Guéris

31 522

Décès

741

dont 255 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.17



P.24



/ Une /



Stade du 26 mars : Mossa Ag Attaher doit mieux s'expliquer !

P.5

/ Brèves /



Mali : Kidal, ville stratégique du nord, sous couvre-feu nocturne
 Kenya : Le président William Ruto nomme son gouvernement
 Mali : L'ONU appelle à la « libération immédiate » des 46 soldats ivoiriens détenus
 Sommet arabe d'Alger : Le président algérien invite le roi du Maroc

P.11

P.11

P.12

P.12

/ Actualité /



Commémoration de la journée mondiale des Instituts Confucius : La coopération entre le Mali et la Chine Magnifiée
 Mali – Niger : Aucune mesure de représailles n'a été prise par Niamey contre Bamako
 CSCOM central de Kalaban-Coro : Plus de 100 millions de FCFA de dépenses injustifiées décelés
 Mali : La MINUSMA célèbre la paix aux côtés de ses partenaires

P.14

P.16

P.17

P.18

/ Politique /



Retour du PM PI à Bamako après les NU : Le Colonel Abdoulaye Maiga accueilli en grande pompe !
 Acte 2 des activités de la FORSAT-civile : Des challenges citoyens dans les 6 communes de Bamako
 La mission de haut niveau de la CEDEAO : Une opportunité

P.22

P.24

P.25

/ Culture & société /



Nuit de la réconciliation nationale : Des artistes chantent pour la paix au Mali

P.26

/ International /



Massacre du 28-Septembre en Guinée : L'ex-dictateur Camara jeté en prison avant le procès
 En Afrique de l'Ouest : Des pluies records ravagent les fermes

P.27

P.28

/ Sport /



Coupe de l'Association Nouvelle Vision à Dioila : L'équipe de Tout Puissant remporte le trophée

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Stade du 26 mars

Mossa Ag

Attaher doit mieux s'expliquer !

Le Match Mali contre Zambie dans le cadre de la journée FIFA ; n'a pu être joué le lundi 26 Septembre 2022 à cause d'une grande pluie qui s'est abattue sur la capitale Bamako dans la soirée, rendant impraticable le Stade qui a été rénové à coup de milliards, il y a juste quelques mois. Après la suspension de ce match pour cause de pluie, des interrogations resurgissent sur la qualité et le coût des travaux de rénovation.

Le match des Aigle contre les Chipolopolo de la Zambie comptant pour la journée FIFA n'a pas été joué après une grande pluie qui a arrosé Bamako. Les eaux de pluie ont rempli le stade du 26 Mars rendant le rectangle vert impraticable au point où les arbitres de la rencontre ont suspendu le match entre les deux équipes. Une suspension qui passe très mal au sein de l'opinion malienne. C'est la première fois durant cette transition que la qualité d'une infrastructure, de surcroît inauguré en grand pompe par le Président Colonel Assimi Goïta, est contestée par les populations. « Le stade du 26 mars flambant neuf répond aux normes internationales », avait écrit le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta sur le compte Twitter de la présidence de la République appelant à la sauvegarde « du joyau du patrimoine sportif malien » après l'inauguration.

Au regard du cout des travaux de rénovation

qui avait soulevé des doutes lors du lancement, cette pluie vient relancer les débats sur la qualité des travaux qui ont été effectués mais surtout la faramineuse somme de 7 milliards qui a été déboursée pour la réalisation. Dans un communiqué, le ministre de la jeunesse et des sports, chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, Mossa Ag Attaher a tenté d'expliquer ce qui s'est réellement passé. Selon lui, au Stade du 26 Mars où se tenait « le deuxième match, prévu le 26 septembre a connu des perturbations à partir de la 16ème minute suite à une pluie diluvienne qui s'est abattue sur le stade et une bonne partie de la capitale ». C'est à la suite de cette pluie que « l'arbitre principal a décidé d'interrompre momentanément le match en attendant de meilleures conditions pour la reprise. Au retour des équipes sur le terrain, n'étant pas satisfait de la présence d'eau sur la pelouse, l'arbitre a décidé d'arrêter défini-

tivement la partie pour des raisons que lui seul pourrait expliquer ».

A entendre le ministre Ag Attaher, le temps pris pour le drainage des eaux de la forte pluie est lié à la conjugaison de plusieurs facteurs. Le ministre des sports explique cette situation par le fait que la pelouse n'était pas couverte ; et que, les précipitations pluvieuses ont créé un sol suffisamment gorgé d'eau, dont la capacité d'absorption était réduite. Poursuivant son explication, il souligne que le stade du 26 Mars a accueilli ces derniers jours plusieurs compétitions entre autres le match retour des U23, les deux matchs de club (Djoliba et AS Réal) et les séances d'entraînement liées à ces matchs.

Des explications qui sont très loin de convaincre l'opinion. Sur les réseaux sociaux, la suspension de ce match a fait couler beaucoup d'encre et de salive. ET c'est là que le ministre s'est piégé en tentant de donner des explica-



tions sur les travaux. Dans le communiqué, il a précisé que les travaux de réhabilitation du Stade du 26 Mars ont concerné un vaste chantier qui couvre plusieurs aspects, dont la pelouse disposant d'un système de drainage d'eau et équipée de plusieurs types d'aspirateurs, ne représente qu'une unité de l'ensemble des travaux. Sauf que les aspirateurs n'ont pas fonctionné comme il le faut et l'on a vu comment les mousses ont été utilisées pour essayer d'aspirer l'eau. Ce qui a poussé beaucoup de maliens à s'interroger sur la qualité des aspirateurs placés au stade du 26 Mars.

Comparaison suspicieuse et erronées.

Par ailleurs, le ministre Mossa Ag Attaher s'est livré à une suite de littérature et de comparai-

son qui laissé croire qu'il y aurait anguis sous roche. « En Afrique comme partout dans le



monde, nous avons connu des reports et des annulations de matchs dus à des pluies diluviennes ou des tornades. Faudrait-il rappeler que la CAN initialement prévue en juin 2023 a été reportée par la CAF à cause des risques de perturbations liées aux fortes pluies pendant cette période de l'année ? Sur d'autres continents les mêmes raisons ont prévalu pour annuler ou reporter des matchs », tente-t-il de convaincre ; et prenant argument, sur le fait que le Stade du 26 Mars ait été homologué par la CAF et la FIFA après plusieurs missions d'inspection suite à sa rénovation permettant depuis la tenue de match internationaux à domicile.

Certes, ce stade est homologué, mais la qualité des ouvrages pose problème. Et si les aspirateurs n'ont presque pas joué leur rôle, l'inquiétude est justement à ce niveau. Pour finir le ministre - qui a convaincu les maliens que cette situation n'a rien d'étrange et que cela se passe partout en Afrique - « rassure que des dispositions seront prises pour permettre aux sportifs de pratiquer leurs activités dans les meilleures conditions ». Si les travaux sont bien faits selon ses explications, certains observateurs se demandent déjà sur ce que le ministre compte faire encore ? Y aurait-il des travaux de rénovation bis, pour essayer de corriger les graves manquements révélés lors de ce match ? En tout cas, M Mossa Ag Attaher doit, une fois encore, fournir des explications bien claires sur l'utilisation des 7 milliards de FCFA pour la rénovation s'il veut être pris au sérieux par les Maliens.

Binadjan Doumbia

■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)- Au Ghana, la société de Télécom, MTN Group a manifesté un vif intérêt à participer à toute future vente par adjudication des fréquences du spectre télécoms pour la 5G au Ghana. Lors d'une visite au président Nana Akufo-Addo à New York, en marge de la 77e Assemblée générale des Nations unies, Ralph Mupita, président-directeur général du groupe a expliqué son ambition au chef de l'Etat Ghanéen



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)- en Ethiopie, l'opérateur historique des télécommunications éthiopien #EthioTelecom a dévoilé, le lundi 26 septembre 2022, sa nouvelle stratégie de développement triennale couvrant la période de juin 2022 à juin 2025. #ethiopia #Alerte



(CROISSANCE AFRIQUE)-Vendease, une plateforme nigériane qui aide les restaurants africains annoncé le lundi 26 Septembre 2022, avoir obtenu 30 millions USD en marge d'un tour de financement par actions et par emprunt. La start-up a acheté les fournitures, à accéder aux services financiers et à alimenter leurs opérations commerciales.



■ Mali Actu



Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, accompagné d'une délégation a effectué, le lundi 26 septembre 2022, une visite guidée à l'atelier de confection de tenues du Commissariat des Armées à Kati. Il était accompagné du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE,



La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a tenu une Session extraordinaire à New York, aux Etats-Unis, en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 22 septembre 2022, sous la présidence de Umaro Sissoco EMBALO, Président de la République de Guinée Bissau et Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.



■ Wassim Nasr



L'#El avance au #Mali, #Bamako étant occupée par la lutte intergalactique. #BurkinaFaso #Djibo tjrs assiégée par #JNIM, les convois sont meurtriers, la #France est des fois appelé...en se bouchant le nez. Marre de compter, il n'y a plus rien à raconter, on ne peut que se répéter...

■ Fahad Ag Almahmoud



Tous les Sonrhais/Songhois/Maïga sont venus du Niger pour s'installer dans l'actuel Mali. Tous les Armas/Zarmas ont quitté l'actuel Mali pour s'installer au Niger. Juste un cadeau pour tous.

■ COPA BARRY Officiel



Je suis particulièrement ému à chaque fois que ces 2 grandes nations du football africain, dont l'emblème est l'éléphant, se rencontrent.

Malgré la forte rivalité sportive, la fraternité a toujours été au cœur de leurs relations. Je reste très attaché aux cultures de ces deux pays qui m'ont construit et ont contribué à mon épanouissement.

La Guinée, la terre de mes parents. La Côte d'Ivoire leur terre d'accueil. Tous ces migrants d'hier, devenus les filles et les fils de ce beau pays, ont pris part au développement et au rayonnement de notre belle nation ivoirienne que je chérie.

Demain, Mardi 27 Septembre 2022 à Amiens.

Balle au centre et que la fête commence !



■ Primature du Mali



Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga a regagné, Bamako, ce mardi 27 septembre 2022.



Le Chef du Gouvernement par intérim rencontre les Maliens de Washington.

Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga, a présidé, le dimanche 25 septembre 2022, les festivités de la fête de l'Indépendance, organisées par l'association des Maliens de Washington. Dans son allocution, le Chef du Gouvernement par intérim a, au nom du Président de la Transition, Chef de l'Etat, S.E. le Colonel Assimi Goïta, remercié les Maliens de Washington, pour l'accueil chaleureux et la mobilisation qui a été réservée à sa délégation.

Le Colonel Abdoulaye Maïga a rappelé les exigences du Chef de l'Etat, à savoir: le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques du Mali et la prise en compte des intérêts du peuple malien dans toutes les prises de décisions.

«Les autorités de la Transition tirent leur force, leur puissance de la mobilisation de la population. Tout ce que nous faisons, c'est dans l'intérêt de la population. Nous ne faisons pas de différence entre les Maliens qui vivent au Mali et ceux établis à l'extérieur», a conclu le Chef du Gouvernement par intérim.

CCRP/PRIMATURE



■ Issa Kaba



Des partis irresponsables qui préfèrent se cacher derrière les pages Facebook des jeunes militants.

Tu appelles le Président du parti pour une interview il te donne le numéro du secrétaire politique, le secrétaire politique te demande d'aller voir chargé de Communication, lui a son tour te fait tourner toute la journée pour enfin te dire que le parti ne s'est pas encore réuni sur ce sujet.

Mais il ne faut pas le voir le jour où tu diras qu'ils sont silencieux ils te sortent des théories à te faire dormir debout.

Messieurs prenez le risque de donner la position de votre parti sur les sujets d'actualité c'est ce qui fait la beauté de la démocratie.

Félicitations

au Premier ministre Moussa Mara je ne parle pas du Parti Yelema mais de Moussa Mara au moins il a le courage de dire ce qu'il pense.



■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



En marge de la 77ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP s'est entretenu à New York, avec son Homologue de la République Islamique d'Iran, Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN. Lors de cette rencontre, les deux Personnalités ont évoqué plusieurs questions, en l'occurrence, la dynamisation de la coopération bilatérale à travers la mise en œuvre diligente des recommandations issues de la première Commission mixte Mali-Iran, tenue le 23 août 2022 à Bamako, ainsi que d'autres questions internationales d'intérêt commun.

Le Chef de la diplomatie iranienne a réitéré le soutien et l'accompagnement de son pays en faveur des efforts des Autorités maliennes visant à assurer le plein exercice de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ainsi que l'amélioration des conditions de vie de la population du Mali.

Le Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

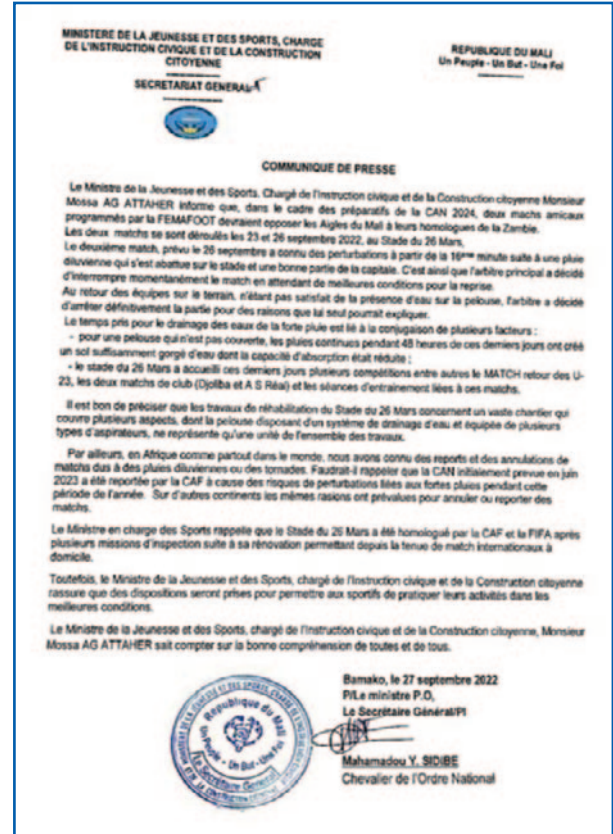


■ Malick Konate



Néko le protocole ne peut pas dire à celui qui brandit le drapeau russe à côté de notre #PmPI d'enlever et de mettre celui du Mali wa ? #Bèki_Takè

Toutefois, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne rassure que des dispositions seront prises pour permettre aux sportifs de pratiquer leurs activités dans les meilleures conditions. #Bèki_Takè



On ne voit pas d'aspirateur ici hein. C'est chiffon d'essuyage qu'on voit avec les jeunes.

Ils ont mis les 7 milliards dans quoi ? #Bèki_Takè



Aucun système pour évacuer l'eau. 7 milliards sont partis où ? Peinture ? Chaises ? Clim des bureaux VIP ? #Bèki_Takè



Le Président Assimi a procédé à la réouverture du stade du 26 mars, le 04 janvier 2022. Après 8 mois, impossible de jouer un match à cause de la pluie. 7 milliards sont partis où ? #Bèki_Takè

Quand on disait que les 7 milliards étaient trop pour cette rénovation du stade du 26 mars... voilà ça deh. Match Mali - Zambie annulé pour mauvais état de la pelouse. #Bèki_Takè

■ Fatouma Harber



Qu'on nous dise le modèle de travaux de 7 milliards qui ont servi pour réhabiliter le stade du 26 mars, comme c'est le Mali KOURA !

■ Serge Daniel



#Mali-Niger/ Mesure de représailles du Niger contre le Mali? Pas du tout. Cette note ci-dessous date du 21/09/, alors que le Discours du PM malien par intérim A. Maïga à New York est du 24/09. C'est une mesure économique pour lutter contre la fraude à l'export vers Le Mali



■ Gouvernement du Mali



L'EXPERTISE LOCALE DANS LA CONSTRUCTION DE STATIONS D'EAU POTABLE SE MET EN PLACE A LA SOMAGEP S.A

Le Ministre des Mines de l'Energie et de l'Eau, M. Lamine Seydou Traoré, a visité hier le chantier de construction de la station de pompage 12 000 m3 de la Somagep à Kalabambougou. La construction de cette centrale participe des efforts d'amélioration de la desserte en eau potable de la ville de Bamako. Elle a été réalisée par les agents de la Somagep qui ont pu faire économiser à l'Etat près de 6 milliards de F cfa et fait suite à une autre de 6 000 m3 construite à Bacodjicoroni dans les mêmes conditions, sur instruction du Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau.

Le Ministre Traoré a salué l'expertise développée par les compétences locales qui a permis de réduire le coût de réalisation de cette station de pompage d'eau potable qui aurait dû coûter plus de 8 milliards de F cfa si la société avait recouru à des compétences et à une entreprise extérieures. Il a félicité les travailleurs de la Somagep qui ont véritablement adhéré aux objectifs de refondation de notre pays qui passent également par la valorisation de l'expertise locale. Le Ministre Traoré a aussi mis l'accès sur les orientations fixées par les hautes autorités de la Transition pour répondre à la demande croissante de nos populations en eau potable. L'Etat ne ménagera aucun effort dans ce sens, a indiqué le Ministre. Ccom/ MMEE

Mali : Kidal, ville stratégique du nord, sous couvre-feu nocturne



La ville de Kidal, noeud stratégique du nord du Mali, est désormais soumise à un couvre-feu imposé, non par l'Etat, mais par la coalition de groupes armés à dominante touarègue qui la contrôle. Le couvre-feu est entré en vigueur pour la première fois dans la nuit de lundi à mardi, a indiqué un habitant à l'AFP sous couvert d'anonymat. Deux responsables locaux joints à distance ont confirmé l'instauration de la mesure.

Le couvre-feu de 21H00 à 05H00 (locales et GMT) fait partie d'un dispositif visant à répondre aux "besoins sécuritaires du moment" et détaillé dans un document officiel de cette coalition, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).

Le document publié cette semaine est vague sur les raisons de la mise en place de ce dispositif, se contentant d'évoquer l'arrivée de personnes déplacées et la menace de la circulation d'armes.

L'opération prévoit des missions de sécurisation des routes, des fouilles systématiques et des perquisitions, souligne le document de la CMA. Kidal occupe une place spéciale dans la géographie, la politique et les consciences sahéennes. Elle est une étape cruciale entre le Mali et l'Algérie, à plus de 1.500 km et de 24 heures de route de la capitale Bamako, à des centaines de km des autres grandes villes du nord, Gao et Tombouctou.

Ce n'est pas l'Etat central qui la gouverne et y fait régner l'ordre, mais la CMA, qui a combattu l'Etat après le déclenchement d'insurrections indépendantiste et salafiste en 2012 avant de signer un accord de paix en 2015. Les jihadistes continuent, eux, de combattre l'armée malienne et se sont propagés au centre du Mali et aux Burkina Faso et au Niger voisins.

L'insoumission de Kidal, enjeu majeur de souveraineté, reste un motif d'irritation à Bamako, y compris pour la junte désormais au pouvoir.

La région de Kidal est relativement préservée des violences. Mais plus au sud, les secteurs de Gao et Ménaka sont en proie depuis des mois aux combats entre armée, groupes armés, jihadistes, avec les civils au milieu.

Les résidents de Kidal avaient dit à un correspondant de l'AFP récemment leur préoccupation que les violences ne gagnent la région, où des populations déplacées commencent à affluer.

"Nous voulons éviter toute surprise", a expliqué un responsable local sous couvert d'anonymat à un correspondant de l'AFP.

AFP

Kenya : Le président William Ruto nomme son gouvernement



Le nouveau président kényan William Ruto, élu le mois dernier au terme d'une élection serrée, a annoncé mardi la composition de son gouvernement, nommant notamment au ministère des Finances un ancien gouverneur de la Banque centrale du Kenya.

"Je suis fier d'annoncer les hommes et femmes qui vont servir dans le gouvernement", a déclaré le chef de l'Etat.

Si William Ruto s'était engagé durant la campagne à instaurer la parité dans son gouvernement, seules sept femmes ont été nommées, sur un total de 22 ministres.

M. Ruto, 55 ans, qui s'est présenté durant la campagne comme le candidat des "débrouillards" et a annoncé vouloir relancer l'économie, a nommé Njuguna Ndung'u, ancien gouverneur de la Banque centrale du Kenya, au poste de ministre des Finances.

Si le Kenya est l'économie la plus dynamique d'Afrique de l'Est, elle fait face à d'importantes difficultés, à commencer par l'explosion des prix des carburants et des produits de première nécessité.

L'inflation a atteint 8,5% en août, un plus haut depuis cinq ans, combinée à une chute du shilling kényan, la monnaie nationale. Depuis 2013, la dette du pays a été multipliée par six.

Abraham Kithure Kindiki, qui a défendu M. Ruto devant la Cour suprême du pays après les recours déposés par l'opposant Raila Odinga, a été nommé au ministère de l'Intérieur. Aden Barre Duale prend de son côté les rênes du ministère de la Défense.

Simon Chelugi est le seul ministre qui a servi sous l'ancien président Uhuru Kenyatta à avoir été prolongé par le nouveau chef de l'Etat, passant du ministère du Travail à celui des Petites et moyennes entreprises. Lors de sa cérémonie d'investiture le 13 septembre, William Ruto a promis de "travailler avec tous les Kenyans".

La Cour suprême a confirmé le 5 septembre, près d'un mois après le scrutin du 9 août, la victoire électorale de M. Ruto, qui est à la tête de l'une des plus grandes fortunes du pays, avec environ 233.000 voix d'avance (sur 14 millions de votes) sur Raila Odinga, figure historique de la politique kényane qui avait crié à la fraude.

AFP

Mali : L'ONU appelle à la « libération immédiate » des 46 soldats ivoiriens détenus



Le secrétariat de l'ONU a appelé lundi dans un communiqué à la « libération immédiate » des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis début juillet.

Le secrétariat, qui inclut les structures de direction de l'ONU au quotidien dont le secrétaire général Antonio Guterres, « appelle à la libération immédiate des soldats ivoiriens détenus, dans l'esprit des relations fraternelles entre les peuples de Côte d'Ivoire et du Mali ».

Il « soutient fortement tous les efforts pour faciliter cette libération ainsi que la restauration de la confiance et la promotion du bon voisinage entre les deux pays », a ajouté le communiqué, soulignant sa « profonde appréciation de la contribution de la Côte d'Ivoire aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et à la Minusma (mission des Nations unies au Mali, ndlr) en particulier ».

L'arrestation de ces soldats ivoiriens le 10 juillet à Bamako et leur inculpation mi-août pour « tentative d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État » a tourné à la crise diplomatique entre les deux pays voisins.

La junte malienne au pouvoir qualifie ces soldats de « mercenaires » tandis qu'Abidjan assure qu'ils étaient en mission pour l'ONU, dans le cadre d'opérations de soutien logistique à la Minusma.

Lors d'une interview la semaine dernière à RFI et France 24, Antonio Guterres avait déclaré que les soldats ivoiriens détenus n'étaient « pas des mercenaires », s'attirant les foudres de la junte malienne.

Lors de son discours samedi à l'Assemblée générale des Nations unies, le colonel Abdoulaye Maïga, Premier ministre par intérim du Mali, s'en était ainsi pris au secrétaire général.

« Souffrez que je vous exprime mon profond désaccord suite à votre récente sortie médiatique », avait lancé le colonel, estimant que cette affaire « bilatérale et judiciaire » ne relevait « pas des attributions du secrétaire général des Nations unies ». « M. le secrétaire général, le Mali tirera toutes les conséquences de droit de vos agissements », avait-il ajouté.

Source : intellivoire

Sommet arabe d'Alger : Le président algérien invite le roi du Maroc



Un émissaire du président algérien Abdelmadjid Tebboune a remis mardi à Rabat une lettre d'invitation au roi du Maroc Mohammed VI pour assister au sommet de la Ligue arabe prévu début novembre à Alger, dans un climat de tension entre les deux rivaux du Maghreb.

Le ministre algérien de la Justice Abderrachid Tabi "a remis la lettre d'invitation adressée à Sa Majesté le Roi Mohammed VI (...) pour assister aux travaux du sommet arabe, prévu les 1er et 2 novembre 2022 en Algérie", selon un communiqué du ministère marocain des Affaires étrangères.

Sur instruction du souverain alaouite, M. Tabi a été reçu en personne par le chef de la diplomatie marocaine Nasser Bourita.

La partie marocaine n'a toutefois pas divulgué qui représenterait le royaume chérifien à ce sommet de la Ligue arabe à Alger.

Le 12 septembre, le magazine panafricain Jeune Afrique, citant des sources "très bien informées", a affirmé que Mohammed VI "prendra part personnellement" au 31e sommet de la Ligue arabe en sa qualité de chef d'Etat du royaume chérifien.

Mais cette information n'a pas été confirmée officiellement. D'autres articles de presse marocains ont, depuis, fait état de la participation du chef du gouvernement Aziz Akhannouch et de Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères.

L'enjeu est d'autant plus significatif que les relations entre les deux poids-lourds du Maghreb sont au plus bas.

L'Algérie a rompu ses liens diplomatiques avec le Maroc en août 2021, accusant Rabat d'"actes hostiles". Une décision qualifiée de "complètement injustifiée" par Rabat.

En juillet dernier, Mohammed VI a réitéré une main tendue à l'Algérie, en aspirant "à œuvrer avec la présidence algérienne pour que le Maroc et l'Algérie puissent travailler main dans la main à l'établissement de relations normales entre les deux pays".

Mais tout dégel de la situation achoppe sur la question du territoire disputé du Sahara occidental.

Le statut de cette ex-colonie espagnole oppose depuis les années 1970 le Maroc aux indépendantistes sahraouis du Front Polisario soutenus activement par Alger.

Rabat, qui contrôle près de 80% de ce territoire, en a fait sa cause nationale et prône un plan d'autonomie sous sa souveraineté pour régler le conflit, tandis que le Polisario réclame un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU.

AFP



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Commémoration de la journée mondiale des Instituts Confucius : La coopération entre le Mali et la Chine Magnifiée

L'Institut Confucius Mali de l'Université des Lettres et des sciences humaines de Bamako (ULSHB) a célébré la journée mondiale des Instituts Confucius le mardi 27 septembre 2022.

Cette cérémonie était placée sous la présidence l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Mali, Zhihong CHEN qui avait à ses côtés le Recteur l'ULSHAB, le Pr Idrissa Soïba TRAORÉ ; le Censeur du lycée Askias Mohamed, Aboubacar Youssouf SANOGO, le Directeur malien de l'Institut, Belko OUOLOGUEM, le directeur malien de la classe Confucius du lycée Askias Mohamed, Fayera SIS-SOKO et le personnel enseignant de l'institut.

Institué en 2013, la journée mondiale des Instituts Confucius est l'occasion pour rendre hommage au grand Philosophe et Pédagogue chinois Confucius né en septembre 551 avant Jésus Christ. C'est aussi l'occasion pour les responsables des instituts Confucius à travers le monde de faire mieux connaître leurs structures respectives.

Prenant la parole, le recteur de l'ULSHB, Pr Idrissa Soïba TRAORÉ a magnifié la qualité les

relations de coopération entre le Mali et la Chine.

Ainsi, il a souligné que cette coopération se traduit par la réalisation de nombreuses œuvres par la Chine au Mali, à l'image de l'Hôpital du Mali, l'Université de Kabala, le pont de l'Amitié sino-malienne.

Il a remercié en particulier la Chine pour la création de l'Institut Confucius qui, dit-il, joue un rôle important au sein de son université de-

puis 2018.

« L'Institut Confucius est notre fierté par la qualité de la formation ; du point de vue des effectifs qui vont crescendo chaque année. Du point de vue de la responsabilité sociale des Universités, l'Institut Confucius contribue beaucoup à l'employabilité de ses sortants, à travers les entreprises chinoises qui accompagnent l'Institut. », a-t-il indiqué

Pour sa part, le Censeur du lycée Askia Mohamed, Aboubacar Youssouf SANOGO, a fait savoir que le développement fulgurant de la Chine a créé un engouement vers la langue et la culture chinoises. De ce fait, il a avancé que de nombreuses écoles et universités se sont ouvertes à l'enseignement-apprentissage de la langue chinoise.

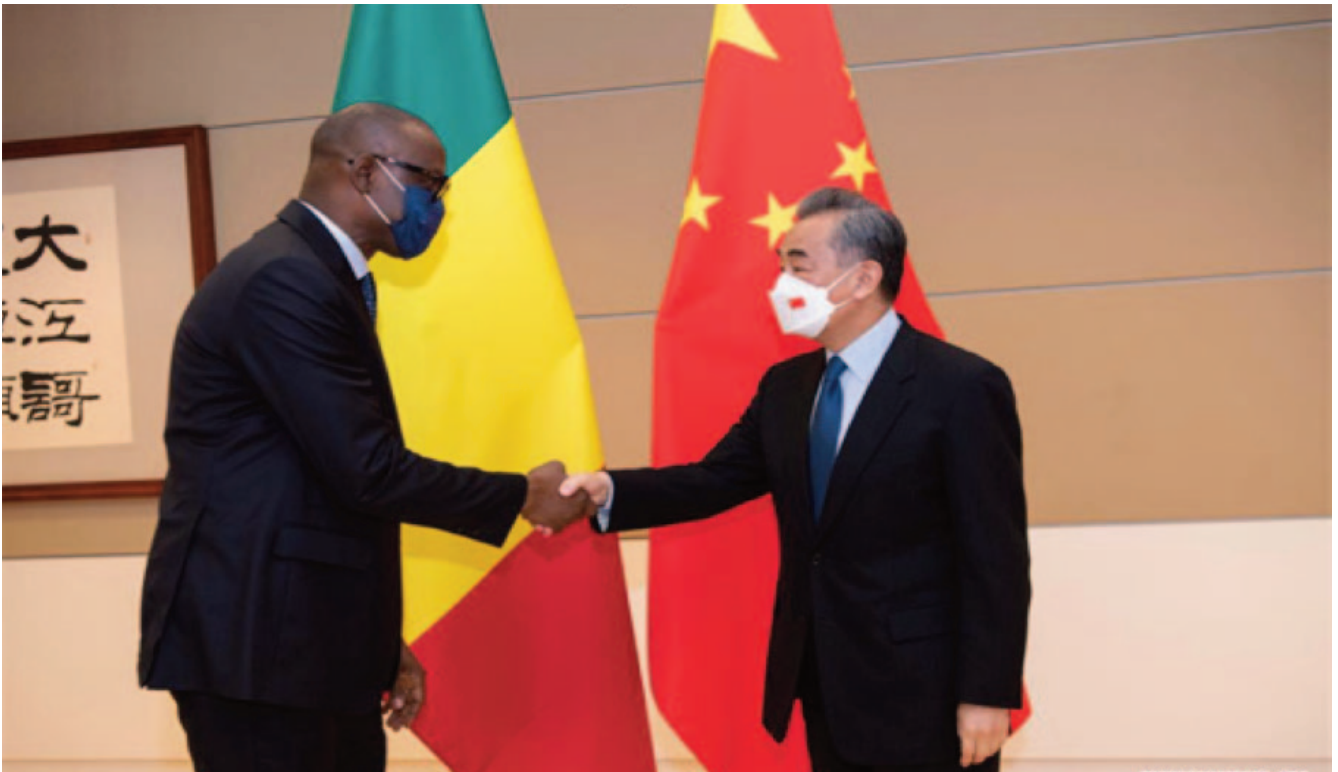
A son tour, le porte-parole des boursiers, Marimagnan TRAORE, a au nom des bénéficiaires exprimé ses sincères remerciements à l'Ambassade de Chine au Mali, et à travers lui, au gouvernement chinois, pour les efforts consentis en faveur du Mali.

Quant à l'Ambassadeur, Zhihong CHEN, il a rappelé que cette célébration intervient au lendemain de la fête du 62^e anniversaire de l'indépendance du Mali et à quelques 3 jours du 73^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

En effet, il a soutenu que l'éducation et la culture constituent des domaines importants de coopération entre nos deux pays. « Depuis 1965, le gouvernement chinois a offert l'opportunité d'étudier en Chine à plus de 2000 étudiants maliens », a-t-il indiqué.

« Cette année, la construction du Campus Kabala de l'Université de Bamako (Phase II) financé par la Chine est terminée et sera mis prochainement en opération, et l'Institut





Confucius sera bientôt déménagé dans ce beau campus », a-t-il annoncé.

Enfin, il a encouragé les jeunes maliens, à participer activement aux échanges culturels entre nos deux pays.

Rappelons que la cérémonie a été marquée par

la prestation de danse des étudiants de la classe de Confucius : "Collection de fleur" ; le Sketch en langues chinoise ; la prestation des étudiants de l'Institut Confucius : prestation de tam-tam et des activités culturelles telles que la calligraphie, la peinture chinoise,

le concours d'utilisation de baguettes, etc. L'autre temps fort a été, la remise de bourses par l'Ambassadeur de Chine au Mali, Zhihong CHEN, à 11 étudiants maliens dont 2 filles.

■ Maffenin Diarra





Mali – Niger : Aucune mesure de représailles n'a été prise par Niamey contre Bamako

Depuis le discours musclé lu par le Premier Ministre pi au Nations Unies, un communiqué de la République du Niger circule sur les réseaux sociaux. Celui-ci indique clairement que l'État du Niger suspend le transit de produits pétroliers vers le Mali sauf si ces produits sont destinés à la MINUSMA.

Il est vrai qu'un tel communiqué a été signé par le Niger mais... bien avant le 77ème Assemblée de l'ONU.

Il n'y a pas de mesures de représailles du Niger contre le Mali selon nos sources.

Cette note qui circule sur les réseaux date du 21 septembre 2022 alors que le discours du PM malien par intérim Abdoulaye Maïga à New York est du 24 septembre 2022. Sur son compte Twitter, notre confrère Serges Daniel a précisé que « C'est une mesure économique pour lutter contre la fraude à l'export vers Le Mali ».

En effet, dans une note de service des douanes nigériennes ayant pour objet, « exécution de service », il a été demandé la « suspension des autorisations de transit de produits pétroliers sur le Mali »

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la suspension de la délivrance des autorisations de transit de produits pétroliers sur le Mali non destinés à la MINUSMA accordées aux usagers. Ampliations Mator MiStors En outre, l'utilisation des autorisations déjà délivrées pour accomplir les formalités de transit de produits pétroliers non destinés à la MINUSMA est suspendue. Le Directeur des enquêtes, du Renseignement, de l'Analyse des Risques et du Contentieux (DERAC), les Directeurs Régionaux des Douanes, le Chef de bureau de Torobi. Le Chef de bureau d'Ayorou, le Chef de bureau de Gaya, tous les Commandants des Brigade d'Intervention et de Re-

cherches sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente mesure. Toute difficulté liée à son application devra m'être signalée sans délai », peut-on lire sur la note.

Pour rappel, à la 77ème Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies le Premier ministre par intérim n'avait pas mâché ses mots face à certains dirigeants ouest africains notamment ceux du Niger et de la Côte d'Ivoire. Abdoulaye Maïga a donné les raisons du silence du Mali face aux agissements du Président Mohame Bazoum du Niger. « La première raison tient au respect de l'héritage laissé par nos ancêtres, qui consiste à ne pas répondre aux injures par des injures. La seconde raison relève de l'identité de M. Bazoum, l'étranger qui se réclame du Niger. Nous savons que le peuple nigérien frère du Mali, se distingue par des valeurs sociétales, culturelles et religieuses très riches. M. Bazoum n'est pas un nigérien, son comportement nous reconforte totalement dans notre constat ». C'est la goutte d'eau qui vaut toutes les spéculations sur les réseaux sociaux et qui sème la confusion.

Binadjan Doumbia

CSCOM central de Kalaban-Coro : Plus de 100 millions de FCFA de dépenses injustifiées décelés

Dans un rapport confidentiel datant du 30 septembre 2020, il ressort plus de 100 millions de dépenses injustifiées résultant des gestions 2017, 2018 et 2019 du Centre de santé communautaire central de la commune rurale de Kalaban-Coro, cercle de Kati.

Ce rapport a été produit à la suite d'une réunion conjointe tenue le 2 novembre 2019 entre le conseil d'administration (CA) et le comité de surveillance (CS) du Cscm central de Kalaban-Coro. Laquelle a été tenue suite à des forts soupçons portant sur la mauvaise gestion des ressources, notamment l'acquisition d'une ambulance, d'une ventouse (matériel pour accouchement), en plus du projet de construction d'un bâtiment dans la cour dudit Cscm par le président du CA et le trésorier général. Des missions qui semblent n'avoir pas été préalablement autorisées par l'Assemblée générale, selon le rapport confidentiel. Il a été alors demandé de procéder à un contrôle approfondi et étendu sur toutes les unités du centre de santé communautaire central de la commune. Le centre de santé de Kalaban-Coro a été érigé en Cscm central le 23 avril 1994. Il est dirigé par une Assemblée générale qui est l'instance de

délibération. Les organes d'administration, de contrôle et de gestion sont le conseil d'administration, le comité de surveillance et le comité de gestion dont les membres sont élus pour un mandat de 5 ans. Le Cscm central comporte 5 unités de production dont le dispensaire composé de 4 sous-unités : la maternité, le service de soins, les activités et la garde. Parmi les 5 unités figurent le laboratoire, la pharmacie, l'échographie et le parking moto, lit-on dans le rapport confidentiel. S'intéressant à la gestion du dispensaire, la mission de contrôle a d'abord concerné la maternité du Cscm central. Le contrôle de la maternité a porté sur la période du 13 mai 2017 au 31 décembre 2019, soit 2 ans et 8 mois de gestion par les responsables. Ainsi, les recettes générées par la maternité concernent à la fois celles générées par des accouchements et des consultations prénatales (CPN) dites (Anciennes). De 2017 à 2019, les

recettes générées par la maternité du Cscm central se chiffrent au total à 23 050 150 F CFA, dont 22 060 750 F pour les accouchements et 989 400F pour les CPN, indique le rapport. Des documents communiqués, il ressort que lesdites recettes ont été régulièrement versées au trésorier chargé de la question. Aussi, clarifie le rapport, les recettes de la maternité, au titre des accouchements du 13 mai au 30 juin 2017, n'ont pas fait l'objet d'enregistrement, traduisant ainsi un manquant de 1 mois et 17 jours de versement devant être justifié par le trésorier et son adjoint. Gestion des Services de soins, de la pharmacie, du laboratoire et autres unités du Cscm Quant à la situation du service des soins du Cscm, les recettes générées et versées aux trésoriers courant 2017, 2018 et 2019 se chiffrent à un montant total de 7 316 815 F CFA. Du 13 mai au 31 décembre 2017, les recettes générées et versées aux trésoriers par le service de soins sont chiffrées à 2 048 990 F. En 2018, le montant était estimé à 2 510 025 F. En 2019, le service des soins a généré et versé un montant total de 2 757 800F. Ce qui fait un total de 7 316 815 F CFA courant les trois années, révèle le rapport confidentiel. Quant aux activités, l'une des sous-unités de la maternité, elles comportent les consultations « adhérentes et non adhérentes » et les consultations prénatales (CPN) dites « nouvelles ». Le rapport indique que les recettes générées courant 2017, 2018 et 2019 et versées aux trésoriers suite auxdites activités se chiffrent à un montant total de 14 611 900 F



CFA. Du 15 mai au 31 décembre 2017, 3 517 800F ont été versés. En 2018, la recette générée par les activités était estimée à 5 322 900F, comparativement à 2019 où la recette versée était chiffrée à 5 771 200F, selon le rapport. La situation récapitulative des recettes générées des « activités » et versées aux trésoriers au titre de 2017, 2018 et 2019 est de 14 611 900F. Dans le rapport, il ressort que les recettes de la garde, l'une des sous-unités de la maternité du Cscm, générées et versées aux trésoriers sur les 3 années se chiffrent à 5 941 550F. Au niveau du laboratoire, les recettes ordinaires versées sont estimées à 17 713 130 F. A l'échographie du Cscm, le document parle du versement d'une recette de 8 761 000F courant les trois années indiquées. Au niveau de la pharmacie I du Cscm, les versements effectués sont estimés à 11 115 020 F, alors que ceux de la pharmacie II sont chiffrés à 64 297 690 F, évoque la même source. Qu'il s'agisse de la gestion de l'AMO, passant par celle du parking motos, des dons et subventions octroyés au Cscm par la mairie, le document fait état des grosses sommes d'argent. Des fortes sommes d'argent dépensées sans aucune pièce justificative « Les dépenses effectuées par les trésoriers n'étaient pas non seulement budgétisées, mais elles n'étaient pas aussi autorisées par une quelconque hiérarchie. De plus, aucune dépense n'a été justifiée, c'est-à-dire, soutenue par une pièce comptable probante. En plus de la non-justification des dépenses, les trésoriers s'arrangent à donner globalement et mensuellement la situation des dépenses qu'ils estiment avoir effectuées et qui, de ce fait, n'engagent qu'eux. Or, en matière de gestion, toute dépense non-justifiée est considérée comme un détournement. Ainsi, la situation des sommes dépensées et non-justifiées par les trésoriers au cours des années 2017, 2018 et 2019 est de 104 710 205 F CFA », dénonce-t-on dans le rapport signé par le contrôleur Kamadou Tenintao. Contacté par nos soins, l'un des responsables du Csom dit « n'être pas prêt pour répondre à nos questions ».

Mamadou Diarra
Source : LE PAYS

Mali : La MINUSMA célèbre la paix aux côtés de ses partenaires

La Journée internationale de la Paix a été célébrée par la MINUSMA le 21 septembre 2022 sous le thème : "Mettre fin au racisme. Construire la paix". Plusieurs événements ont été organisés à Bamako et dans les régions pour marquer cette journée.



Au Centre International de Conférence de Bamako, face aux représentants d'organisations de la société civile, de l'Etat malien, du Corps diplomatique accrédité et de l'équipe pays des Nations unies, le Chef de la MINUSMA a transmis le message du Secrétaire général des Nations unies. Celui-ci souligne notamment que le racisme cristallise les inégalités et réduit à néant les efforts pour construire une paix durable. El-Ghassim WANE a réitéré l'appel du Secrétaire général des Nations unies à promouvoir et à respecter les droits de l'homme, à renouveler les efforts de solidarité afin de construire un monde plus pacifique.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU a ajouté que les partenaires interna-

tionaux et le Mali ne devraient ménager aucun effort pour lutter contre la désinformation et les discours haineux.

« Nous ne devons pas nous tromper de combat. Notre objectif commun est un Mali en paix et réconcilié » a-t-il indiqué. A cet égard, il s'est félicité de l'organisation de la Semaine nationale de la réconciliation ». Citant le ministre de la Paix et de la Réconciliation nationale, le Colonel Ismaël WAGUE, il a rajouté que "la diversité est une valeur ajoutée dans les processus de paix et de développement".

La cérémonie a également été marquée par les interventions de Kalilou THERA, représentant de l'Association malienne pour les Nations unies et du musicien Djeli Madani DIABATE, Ambassadeur de la jeunesse afri-

caine pour la Paix. Dans son allocution, M. THERA a rappelé le rôle crucial joué par les femmes et les jeunes dans la promotion de la paix et a exhorté les partenaires à intensifier les efforts pour leur participation effective à la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation. Dépositaire de la longue tradition de paix et de dialogue du Mali, Djeli Madani DIABATE s'est, quant à lui appesanti sur ces valeurs qui font le socle de la société contemporaine depuis l'époque des grands empires du Mandé. Il a exhorté les jeunes, massivement présents à cette célébration, à suivre l'exemple de leurs illustres ancêtres afin de restaurer la paix et l'entente qui caractérisent le Mali.

A Gao, des appels à la paix

A Gao, dans le Nord du Mali, le chef du bureau régional de la MINUSMA, Mohamed El-Amine SOUEF, a profité de cette occasion pour réaffirmer l'engagement de la mission onusienne

à œuvrer pour bâtir la paix au Mali. « La journée internationale est célébrée aujourd'hui au même moment où se déroule ici au Mali la Semaine nationale de réconciliation qui est un moment très important pour que les Maliens transcendent les divisions afin de bâtir une nation forte, une nation de paix et une nation unie » a indiqué Mamadou BA, représentant du gouverneur de Gao. Tout en saluant les efforts de la MINUSMA dans la région, le maire de la commune urbaine de Gao, Boubacar Daka TRAORE, a lancé lui aussi, un appel à la paix. « Il incombe aux détenteurs et dépositaires des pouvoirs traditionnels de rappeler les valeurs sociétales qui fondent la relation sociale dans la région » a-t-il rappelé.

Pour permettre aux jeunes de Gao d'exprimer leur aspiration à la paix, un débat a été organisé par la MINUSMA au Conseil régional de la jeunesse. L'importance du vivre ensemble et la cohésion sociale ont été abordés en plus de l'explication du thème de l'édition 2022 de cette journée. À l'issue des débats Le directeur

régional de la jeunesse, Abderrahmane CISSE, a exhorté les jeunes à être des ambassadeurs de la paix.

Des témoignages de reconnaissance pour les efforts de la MINUSMA à Tombouctou

A Tombouctou, plus de 400 personnes se sont réunies à l'initiative de la MINUSMA en collaboration avec l'Association « Vivre ensemble pour célébrer la paix ». Une pièce de théâtre sur la consolidation de la paix et du vivre ensemble a été jouée devant le public. Des messages d'apaisements du climat social ont été également lancés. Enfin, un match de football a opposé une équipe de la société civile de Tombouctou à celle du personnel des Nations unies. Il a été remporté par l'équipe de la société civile de Tombouctou sur un score de 3 buts à 2.

Source : Minusma





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Retour du PM P.I à Bamako après les NU : Le Colonel Abdoulaye Maiga accueilli en grande pompe !

Après son discours historique, jugé musclé par certains, à la tribune de la 77ème assemblée générale des Nations Unies, le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maiga, a regagné, le 27 septembre 2022, Bamako. Pour montrer à l'opinion nationale et internationale que le Premier ministre par intérim, était l'émissaire de tout le peuple, les maliens lui ont réservé un accueil triomphal.

L'histoire nous enseigne que le mardi n'est pas jour ordinaire au Mali. Tous les grands événements du Mali ont eu lieu les mardis. L'accueil du premier ministre par intérim ne pouvait déroger à cette règle. Depuis 11 heures, les maliens sont sortis en masse compacte sous un soleil de plomb pour réserver un accueil à la hauteur des propos tenus à la tribune des Nations Unies. Des pro-

pos qui continueront à résonner comme un gong. Les couleurs nationales ont flotté au Mali, signe de la souveraineté retrouvée.

A sa descente d'avion, le Premier ministre par intérim, Abdoulaye Maiga et sa délégation ont été accueillis au bas de la passerelle par les membres du gouvernement, le gouverneur du district de Bamako, du maire du district et une marée humaine. Habillé en boubou blanc, le

Premier ministre par intérim était très ému et à la fois fier. Il a reçu les honneurs d'un peuple déterminé et engagé à accompagner ses autorités de la Transition dans le processus de respect de la souveraineté du Mali et de la refondation.

Après les civilités d'usage, le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maiga, a livré ses premières impressions à la presse malienne. « **Nous sommes très honoré. Je voudrais rendre grâce à Dieu, remercier le président de la transition le Colonel Assimi Goita, bien évidemment l'ensemble du peuple malien. Nous sommes des exécutants. Après avoir exécuté une mission, recevoir un tel accueil, forcément on ne s'y attendait pas du tout. Nous avons fait notre devoir. Je pense en toute honnêteté que c'est trop d'honneur pour ma modeste personne. C'est une grande fierté. Nous avons besoin de la bénédiction et de la prière de l'ensemble du peuple** », a-t-il déclaré, visiblement très satisfait d'avoir accompli la mission a lui confiée.





Ensuite, le Premier ministre par intérim, Abdoulaye Maïga et les membres de sa délégation requinqués par cet accueil triomphal qui fera date, se sont dirigés vers le centre-ville. Ce fût un véritable moment de communion.

De l'aéroport international Modibo Keita de Bamako en passant par la place de l'indépendance, jusqu'à Koulouba, partout où ils sont passé, les maliens leur ont signifié leur reconnaissance pour avoir porté leur voie. La population malienne s'est mobilisée par milliers sur toutes artères qui mènent au boulevard de l'indépendance, l'incarnation de la souveraineté malienne. Le cortège peinait à avancer à cause de la forte mobilisation. Le Colonel Abdoulaye Maïga est resté debout dans le véhicule qui le transportait tout le long de trajet. Il brandissait le drapeau, les couleurs maliennes. Ce qui signifie que le Mali sera au firmament des nations. Cette démonstration de force des maliens est un message fort pour la communauté internationale. Dans les clameurs de la masse compacte, les messages de ras bols relatifs à l'impérialisme fusaient de toutes parts. Les manifestants scandaient : "Vive les

autorités de la Transition", "Nous soutenons le premier ministre par intérim et son gouvernement", le Mali n'est le pré-carré de personne". Les maliens qui n'ont pas pu aller à l'aéroport international Modibo Keita, se sont donnés rendez-vous à la place de l'indépendance pour attendre le passage du cortège pour lui signifier leur soutien indéfectible.

Subséquemment, le premier ministre par intérim, Abdoulaye Maïga est parti à Koulouba pour rencontrer le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta auquel il rendra compte de sa mission.

■ Ibrahim Sanogo



Acte 2 des activités de la FORSAT-civile : Des challenges citoyens dans les 6 communes de Bamako

Dans un entretien accordé à Malikilé, la présidente de la FORSAT-Civile Touré Aïché Baba Keïta a annoncé le lancement de l'acte 2 des journées citoyennes de l'organisation qui est prévu pour très bientôt. En outre, elle a invité les associations et regroupements qui soutiennent la transition et les idéaux du colonel Assimi Goïta, président de la transition chef du gouvernement à se rallier à eux pour construire ensemble le Mali.



Malikilé : Présentez-vous à nos lecteurs ?

Touré Aïché Baba Keïta : Je suis Madame Touré Aïché Baba Keïta, journaliste de formation, présidente de la FORSAT Civile.

Malikilé : Qu'est-ce qui différencie la FORSAT civile de la Force spéciale anti-terroriste de sécurité (FORSAT) que nous connaissons déjà ?

ABK : La FORSAT- civile se définit comme la Fédération des organisations et regroupements qui soutiennent les actions de la Transition. On a ajouté civile parce qu'on sait que la FORSAT est une unité spéciale de l'armée. C'est pour dire que notre arme de guerre, ce sont les plaidoyers et les journées de sensibilisa-

tion. Surtout pour lutter contre la désinformation, pour essayer de prendre le rôle d'intermédiation que la société civile doit jouer entre les hommes politiques et le pouvoir actuel qui est un pouvoir de transition, lequel n'a pas de coloration politique ; et faire l'intermédiation entre les anciens dignitaires et les actuels parce qu'on se dit que ceux-là ont été au pouvoir pendant plusieurs années.

Si on leur donnait la parole, certainement, qu'ils auraient des conseils très précieux à donner aux militaires qui sont actuellement au pouvoir. Certes, ce sont des spécialistes de la sécurité, mais ils ont besoin de conseils pour bien mener la transition sur un tout autre plan. C'est donc pour ça qu'on fait des ateliers, des contributions intellectuelles, des plai-

doyers. Même là, pour la levée des sanctions, nous avons fait des plaidoyers pour que la société civile soit entendue. On essaye de regrouper au sein de la FORSAT toutes les associations qui soutiennent les actions de la Transition pour sortir des actions isolées, et agir en synergie. Je pense que c'est ainsi que notre voix portera plus.

Malikilé : Quelles sont les actions que la FORSAT-civile a mené depuis sa création ?

ABK : A ce jour, je tiens à préciser que nous avons eu d'autres adhésions. Nous sommes à 52 associations, plus deux ONG. Nous avons initié les journées citoyennes de la FORSAT dont l'acte 1 porte sur la nouvelle loi électorale et le rôle de la société civile dans la refondation de notre pays. L'acte 1 a déjà été fait dans les 6 communes de Bamako, à Kati, à Koulikoro, à Sikasso, Bougouni, Koutiala et autres. Elle va continuer sur Ségou, San, Mopti, Badiangara, Tombouctou et on va s'étendre sur les autres régions inchallah.

Malikilé : Qu'en est-il de l'acte 2 des journées citoyennes de la FORSAT-Civile ?

ABK : Nous avons déjà une commission d'organisation pour l'acte 2 des journées citoyennes de la FORSAT-Civile. On voudrait la faire avec les chefs de quartier. Comme d'habitude, on va commencer avec les chefs de Bamako. Les experts sont en train d'y travailler pour organiser des challenges citoyens inter-communaux. Très bientôt, interviendra le lancement. Je vous donne l'exclusivité de notre nouveau projet. Ça sera entre les six communes de Bamako et ça va surtout être un défi environnemental et télévisés parce que nous sommes en partenariat avec l'ORTM sur ce projet.

Malikilé : Il y a eu une signature de convention entre la FORSAT-Civile et l'AREMA, qu'est ce qui a impulsé la signature cette convention ?

ABK : Il faut dire que de la création de la FORSAT à aujourd'hui beaucoup de structures ont voulu et veulent travailler avec nous. Cependant, on butait toujours sur un problème de règlement intérieur. Aussi, nous nous sommes dits de la société civile. Ce qui suppose qu'il nous faut collaborer essentiellement avec des

organisations de la société civile. Tant qu'à s'allier avec des militaires ou des hommes politiques, mieux valait nous trouver des alliés politiques. En ce sens, on a discuté avec le bureau de l'AREMA. Nous avons compris que nous avons les mêmes objectifs. Et on s'est dit que, si la FORSAT politique devrait voir le jour, ça sera avec l'AREMA. C'est ce qui nous a poussés à réfléchir sur la signature d'une convention ou la tranche politique de soutien aux actions de la transition revient à l'AREMA et la tranche société-civile revient à la FORSAT-Civile.

Malikilé : Qu'entendez-vous mener comme activité avec l'AREMA ?

ABK : Au moment opportun, vous le saurez. Je me dis que la raison d'être d'une structure politique, c'est de chercher des postes politiques, de s'assumer en prenant des décisions politiques et même de participer à des élections. Au moment opportun, en cherchant ces postes politiques, en cherchant à être élu par-ci et par là, ils auront forcément besoin de la société civile en appui. C'est dans ce cadre que nous travaillerons avec l'AREMA. Nous sommes en train de réfléchir sur un programme d'activités en fonction des prochaines échéances. Et, naturellement, on communiquera au moment opportun.

Malikilé : Comment voyez-vous l'avenir du Mali ?

ABK : Radieux ! C'est le mot que je peux dire parce qu'aujourd'hui, personne ne veut rester en marge de la vie publique et le Mali avait besoin de ça, il y a longtemps. Il y a des années en arrière, des gens comme moi se contentaient juste de faire notre boulot et de rentrer à la maison. On trouve le temps aujourd'hui de nous organiser en association, de rentrer dans les partis politiques etc. Donc l'avenir ne peut être que radieux

Malikilé : Quels messages avez-vous à lancé à l'endroit des autres organisations de la société civile qui soutiennent la transition ?

ABK : Je leur demande de méditer vers les 3e et 4e couplet de notre hymne national, c'est seulement ensemble au coude à coude que nous pouvons faire le chantier du bonheur. Donc, qu'ils viennent nous rallier.

■ Réalisé par Maffenin Diarra

La mission de haut niveau de la CEDEAO : Une opportunité

L'on en convient aisément : l'adresse faite, le samedi 24 septembre dernier, par le premier ministre intérimaire, au palais de verre de Manhattan abritant la plus importante rencontre annuelle de la communauté mondiale, était particulièrement déplacée. Mais le Colonel Abdoulaye Maïga, décrit comme habituellement placide, était au bord de l'hystérie après la posture prise, deux jours auparavant (le 22 septembre, date commémorative de l'indépendance du Mali) par la CEDEAO dans l'affaire des 46 soldats ivoiriens détenus à Bamako pour « mercenariat ».

Outre que l'organisation sous-régionale a fait fi de l'opposition véhémente du gouvernement malien à sa saisine par la Côte d'Ivoire qu'il jugeait inappropriée, tout en redoutant une éventuelle « instrumentalisation », elle a « condamné avec fermeté l'incarcération continue des soldats ivoiriens ; dénoncé le chantage exercé par les autorités maliennes dans cette affaire; demandé la libération sans condition » des personnes concernées.

Un revers humiliant dont sont comptables, aux yeux du successeur temporaire de Choguel Maïga, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le président en exercice de la CEDEAO, le bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló, le président du Niger, Mohamed Bazoum, tous coupables d'avoir soutenu, par voie de presse, la cause ivoirienne avant la tenue du sommet extraordinaire de New-York ayant prononcé ces décisions. Bien sûr, le président Alassane Dramane Ouattara, responsable désigné de l'envoi de « mercenaires » au Mali et présenté comme l'adversaire le plus acharné de la transition malienne (ce que son homologue Bazoum dément) n'a pas été épargné. De même que l'ancienne alliée stratégique dans la lutte contre le terrorisme, la France, dont les dirigeants sont traités de « jungle » pour avoir, entre autres monstruosité, « commandité et prémédité des sanctions inédites, illégales, illégitimes et inhumaines de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali ».

L'ire, qui habitait le Lieutenant-colonel Maïga, au point de s'affranchir de la rhétorique diplomatique habituelle, avait une deuxième motivation. Depuis le 15 août dernier, son gouvernement a saisi le Conseil de sécurité d'une plainte contre la France pour « violations répétées de son espace aérien, fourniture de renseignements et d'armes de guerre à des



groupes terroristes » et réclamé une réunion urgente de l'exécutif onusien pour faire cesser « ces atteintes graves à la sécurité et à la souveraineté du Mali ». Près d'un mois et demi plus tard, il attend toujours qu'une suite soit donnée à sa requête. Et pour cause: des manœuvres de coulisse prêtées à la France qui, au surplus, assure la présidence du Conseil de sécurité durant tout le mois de septembre.

La leçon que l'on peut tirer de ce nouvel épisode new-yorkais, réédition en plus dramatique de celui animé par Choguel Maïga en 2021, est qu'il a mis en relief l'isolement diplomatique du Mali au double plan sous-régional africain et international. Bamako ne peut continuer à nourrir les adversités contre lui dans un contexte mondial de plus en plus éprouvant pour les pays les plus enviés. A cet égard la mission de Haut niveau, mandatée auprès de lui par le sommet extraordinaire de la CEDEAO, délocalisé dans la grande métropole américaine, doit être perçue comme une opportunité à saisir pour normaliser les rapports avec la Côte d'Ivoire (un voisin précieux) et retrouver une dynamique apaisée et constructive avec l'espace CEDEAO dans son entièreté.

« Une politique se juge par ses résultats » écrivait Charles Mauras. Cette pensée doit constamment inspirer nos décideurs.

Saouti HAIDARA

Source : l'Indépendant

Nuit de la réconciliation nationale : Des artistes chantent pour la paix au Mali

Lancée le 15 septembre 2022 par le président de la transition, Colonel Assimi GOÏTA, la Semaine Nationale de la Réconciliation (SE-NARE) a été clôturée le 21 septembre 2022 par une Nuit de la réconciliation nationale organisée par le ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Sociale au Palais des sports de Bamako. Pour l'occasion, des artistes comme Djénéba Seck, Safi Diabaté, Mamadou Dembélé dit Dabara, Prince Diallo, Mylmo, Tchailé, Abdoulaye Diabaté, ont émerveillé le public à travers des chansons pour la paix au Mali.

C'était en présence des membres du gouvernement comme le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Sociale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale, Colonel-major Ismaël Wagué ; le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo ; le ministre de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Me Harouna Mamadou TOUREH ; des membres du Conseil national de transition (CNT) ; du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Mali et chef de la MINUSMA, El Gassim WANE ; et de nombreuses autres personnalités.

« Je suis extrêmement content et heureux de la façon dont la semaine a déroulé. C'est la 1ère édition, on ne s'est pas pris très tôt, mais les Maliens sont sortis en masse après l'appel du président de la transition. Du Nord au Sud, d'Ouest à l'Est et Centre, tous les Maliens se sont levés pour montrer la solidarité, le soutien, l'entraide à travers le sport, à travers la culture, à travers la religion, à travers les débats. Même au niveau des ambassades, les Maliens se sont mobilisés », a déclaré le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Sociale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale, Colonel-major Ismaël Wagué. L'ex-député, Idrissa Sankaré, qui était présent à cette nuit, a fait savoir que les Maliens ont besoin de la réconciliation. « S'il n'y a pas de réconciliation, il y a peu de chance que la sécurité voie le jour », a-t-il dit. Quant au ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, il a mis l'accent sur la paix, le vivre-ensemble, l'unité nationale au Mali.



A.S

Source : Le républicain mali

Massacre du 28-Septembre en Guinée : L'ex-dictateur Camara jeté en prison avant le procès

L'ex-dictateur guinéen Moussa Dadis Camara et plusieurs coaccusés ont été envoyés en prison mardi, avant d'être jugés à partir de mercredi pour l'effroyable massacre commis le 28 septembre 2009, ont indiqué leurs avocats.

Le procureur a fait "embarquer nos six clients à la maison centrale (prison) où ils seront semble-t-il retenus jusqu'à la fin de la procédure", c'est-à-dire du procès, à la durée indéterminée, a déclaré un de ces avocats, Me Salifou Béavogui, à des journalistes devant le tribunal. L'avocat a contesté cette mesure en déclarant : "Très malheureusement, le procès commence par la violation des droits de la défense".

Un correspondant de l'AFP a vu un minibus quitter à toute allure sous la protection de plusieurs pick-up le tribunal flambant neuf construit exprès pour le procès, et où s'est décidée pendant quelques heures la liberté des accusés.

Le capitaine Camara et dix autres anciens officiels militaires et gouvernementaux doivent répondre à partir de mercredi à 10H00 (locales et GMT) de leur responsabilité présumée dans les événements du 28 septembre 2009 et des jours suivants. Un certain nombre d'accusés étaient déjà détenus depuis des années.

Les accusés encore libres avaient été convoqués vers 12H00 préalablement au procès. Les craintes de leurs avocats qu'ils ne soient placés en détention se sont révélées fondées.

Le représentant du parquet a lu aux accusés et leurs avocats les textes stipulant que les accusés devaient se constituer prisonniers avant leur procès, a rapporté Me Béavogui. Les avocats ont vainement plaidé que ces dispositions ne s'appliquaient pas parce que les décisions de justice les renvoyant devant le tribunal ne prévoyaient pas explicitement une telle mesure, a-t-il dit.

Les 11 hommes seront jugés à partir de mercredi pour leurs agissements il y a 13 ans. Des soldats, des policiers et des miliciens avaient fait couler un bain de sang lors du rassemblement de dizaines de milliers de sympathisants de l'opposition, réunis dans un



stade de la banlieue de Conakry pour démontrer pacifiquement leur force et dissuader M. Camara de se présenter à la présidentielle de janvier 2010.

Le capitaine Moussa Dadis Camara avait été porté au pouvoir en décembre 2008 par un coup d'Etat militaire. Il avait ensuite été investi président.

Le 28 septembre 2009 et les jours suivants, 156 personnes ont été tuées et des milliers blessés avec une cruauté effrénée, au moins

109 femmes ont été violées, selon le rapport d'une commission d'enquête internationale mandatée par l'ONU.

Les chiffres réels sont probablement plus élevés.

Une multitude de témoignages rapportent comment les Bérêts rouges de la garde présidentielle, des policiers et des miliciens sont entrés dans l'enceinte, en ont bouclé les accès et ont ouvert le feu sans discrimination sur une foule civile, festive et désarmée.

L'attente d'un vrai procès

Ils ont poursuivi leur besogne au couteau, à la machette et à la baïonnette, jonchant de cadavres la pelouse, les travées et les couloirs du stade et ses alentours. Ils ont abusé de dizaines de femmes et achevé nombre d'entre elles. Des personnes sont mortes piétinées dans la panique.

Les exactions ont continué les jours suivants, contre des femmes séquestrées et des détenus torturés.

Amnesty International a présenté à la veille du procès un rapport réclamant une meilleure prise en charge des victimes de viols en Guinée et l'adoption "en urgence d'une loi générale sur les violences basées sur le genre".

Les violences commises il y a 13 ans sont constitutives de crimes contre l'humanité, avait conclu la commission d'enquête internationale rapidement après les faits.

M. Camara vivait jusqu'à présent en exil au Burkina Faso. Il est rentré dans la nuit de samedi à dimanche à Conakry pour participer au procès. Il entend "laver son honneur", disent ses proches.

La commission internationale lui a imputé une "responsabilité criminelle personnelle et une responsabilité de commandement". Avec ce procès, des centaines de victimes et proches, constituées en parties civiles ou non, et les organisations de défense des droits humains voient arriver le jour qu'elles ont réclamé pendant 13 ans.

Les attermoiements du pouvoir et l'impunité érigée en "institution", selon la commission internationale, de forces de sécurité quasiment intouchables dans un pays dirigé pendant des décennies par des régimes autoritaires ont longtemps fait douter de la tenue de ce procès.

L'actuel chef de la junte, le colonel Mamady Doumbouya, également arrivé au pouvoir par un putsch en 2021 après 11 ans de pouvoir civil, a demandé en juillet que le procès ait lieu cette année avant la date anniversaire.

Les associations de victimes réclament cependant un vrai procès. Elles demandent que celui-ci ne se résume pas à son ouverture pour l'effet d'image.

AFP

En Afrique de l'Ouest : Des pluies records ravagent les fermes



Pieds nus dans l'eau, Adamu Garba tente d'évaluer ce qu'il peut sauver de sa récolte. De ses rizières, il ne reste plus grand chose, détruites par les violentes pluies qui s'abattent depuis des mois dans le nord du Nigeria.

Des milliers d'exploitations agricoles, comme celle de M. Garba, ont été ravagées cette année par les inondations monstres qui ont durement frappé l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. En anéantissant les récoltes, ces inondations risquent d'aggraver la crise alimentaire qui touche ces régions extrêmement pauvres, déjà aux prises avec les retombées de la guerre en Ukraine qui ont fait exploser le prix des fertilisants et des produits alimentaires.

Dans le seul nord du Nigeria, les inondations - les pires en dix ans - ont tué plus de 300 personnes et entraîné le déplacement d'au moins 100.000 personnes, selon les autorités.

"C'est atroce, mais il n'y a rien que nous puissions faire, nous devons juste être fort", soupire l'agriculteur nigérian depuis sa parcelle située en périphérie de la ville de Kano.

En temps normal, ses rizières produisent environ 200 sacs de riz. Cette saison "je ne suis pas sûr de pouvoir récolter un demi-sac",

lâche-t-il, dépité.

"Des milliers de fermes ont été détruites", explique à l'AFP Manzo Ezekiel, le porte-parole de l'Agence nigériane de gestion des crises (Nema).

Les inondations, qui ont affecté 29 des 36 Etats du pays de 215 millions d'habitants, ont été aggravées par l'ouverture d'un barrage au Cameroun et de deux au Nigeria, selon cette source.

Une grande partie du Nigeria, des terres agricoles du nord jusqu'à la capitale économique côtière Lagos, est sujette aux inondations pendant la saison des pluies, qui va de juin à août. Mais selon Nema, cette année est la pire enregistrée depuis 2012, où 363 personnes avaient péri et plus de 2,1 millions avaient été déplacées.

"Ce bilan va encore s'aggraver alors que les pluies torrentielles et les inondations continuent", ajoute le porte-parole. Mi-septembre, les pluies n'avaient toujours pas cessé.

Changement climatique

Au Niger, pays frontalier, les pluies ont fait déborder le fleuve du même nom, et les inonda-

tions ont tué 159 personnes et en ont affecté plus de 225.000, selon les chiffres officiels. Cette saison des pluies est ainsi l'une des plus dévastatrices que le pays sahélien ait jamais connu.

"Selon toutes nos études, on peut lier ces pluies-là au changement climatique", affirme le directeur général de la météorologie nationale du Niger, Katiellou Gaptia Lawan.

Au fil des ans, "les pluies deviennent de plus en plus intenses et les précipitations extrêmes sont en train d'augmenter", ajoute le spécialiste.

Celles-ci ont totalement détruit ou endommagé plus de 25.900 maisons, touchant aussi des fermes et des élevages.

Au Tchad voisin, l'ONU estime que plus de 622.500 personnes ont été touchées "à différents niveaux" par les inondations dans plus de la moitié du pays, dont la capitale N'Djamena.

Avant cela, le pays faisait déjà face à une grave crise alimentaire, et l'ONU estime que 5,5 millions de Tchadiens, soit un tiers de la population du pays enclavé, a besoin d'une aide humanitaire urgente.

C'est également le cas dans le nord du Nigeria,



où plus d'un million d'enfants sont menacés par la faim cette année, notamment à cause des conflits qui y sévissent, qui éloignent les agriculteurs de leurs terres.

Les pluies ne font qu'empirer une situation déjà dramatique.

Non loin de Kano, Kabiru Alassane, un agriculteur de 19 ans, tente de sauver sa récolte. Sa

ferme a été détruite : les eaux ont emporté le sable des routes et recouvert ses rizières.

Selon lui, les pluies n'ont jamais été aussi destructrices. "Nous prions pour ne jamais connaître un tel cauchemar à nouveau", lâche-t-il désespéré.

AFP



Coupe de l'Association Nouvelle Vision à Dioila : L'équipe de Tout Puissant remporte le trophée

La finale de la deuxième édition du tournoi de football de l'Association Nouvelle Vision de la région de Dioila, s'est tenue le samedi 24 septembre 2022 au stade Municipal de Dioila. Cette finale a opposé deux équipes à savoir le Tout Puissant habillée en blanc, et le FC Baby, en vert. A l'issue de la rencontre, c'est l'équipe de Tout Puissant qui a remporté la victoire par un score de 2-0. Cette finale était placée sous le parrainage du gouverneur de ladite région, Abdallah FASKOYE.

La Coupe de l'Association Nouvelle Vision à Dioila, qui a vu la participation de 12 équipes, s'inscrivait dans le cadre des festivités du 22 septembre, fête de l'indépendance.

Pour la deuxième fois, l'Association Nouvelle Vision de la région de Dioila, avec à sa tête, Mohamed COULIBALY, dit "Bavieux, a mobilisé les populations du cercle de Dioila autour du ballon rond. A travers l'organisation de ce tournoi, il s'agissait pour l'Association Nouvelle Vision de la région de Dioila, de mobiliser les

populations du Banico, à travers le sport, facteur de cohésion et de vivre ensemble, afin de soutenir les forces armées maliennes (FAMa) dans leur mission régaliennne.

Neuf minutes après le coup d'envoi, l'équipe de Tout Puissant a ouvert le score. C'est sur ce score que l'arbitre du match donné le coup de sifflet mettant fin à la première mi-temps. A la seconde période de jeu, c'est à la 51^e minute du jeu que Tout Puissant a consolidé son avance en doublant la marque.

Après plusieurs tentatives pour retrouver les

filets, les tirs de l'équipe du FC BABY ont été sans succès.

Ainsi, le match a pris fin sur un score de 2 buts à 0 en faveur de Tout Puissant.

L'équipe gagnante, en plus de la coupe, a reçu une enveloppe de 75 000 FCFA. Tandis que la 2^e équipe, FC Baby a reçu 50 000 F CFA.

Par ailleurs, chaque équipe participante a reçu un lot de maillot de la part du donateur, Bavieux COULIBALY.

Au cours de son allocution, le président, Bavieux, s'est réjoui de la grande mobilisation des populations de Dioila autour du ballon rond.

« Je remercie les autorités coutumières, politiques et administratives de Dioila, le Gouverneur, le préfet, le sous-préfet, le maire, le président du conseil de cercle. Je remercie particulièrement le président du district de sport de Dioila pour la réussite de l'événement », a-t-il dit.

Pour lui, ce tournoi a été organisé en reconnaissance aux efforts des autorités de la transition, avec à leur tête le Colonel Assimi GOITA, qui, par son engagement et son courage a fait de l'État malien un État respecté du monde entier.

L'Association Vision d'avenir, selon son président, ambitionne de faire de Dioila une région exemplaire au Mali. Pour ce faire, il a invité les jeunes à se donner la main.

Rappelons que la rencontre a également enregistré la présence du représentant du gouverneur de la région, Adama MARIKO, non moins président du Conseil de cercle de Dioila ; du président du district de sport de Dioila, Youssouf TRAORE ; du Chef de village de Dioila, Bagnantou MARIKO.

On notait également la présence du doyen Zoumana KANE, excellent maître de cérémonie venue spécialement de Ségou pour la circonstance.

■ Maffenin Diarra





Bélier (21 mars - 19 avril)

Saturne dans votre maison 10 va sûrement vous apporter une promotion à un poste de responsabilités et d'organisation qui entraînera un surcroît de travail. Votre situation sociale se stabilise. Votre réputation est établie. On vous trouve sérieux et intègre.

Vous pourriez avoir des avantages matériels et financiers inopinés ou bien des gains par des entreprises nouvelles. Il faut saisir votre chance au vol. Ce bénéfice peut résulter d'une collaboration fructueuse avec des amis.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Tout ce qui touche au domaine professionnel est mis en lumière, du coup les relations au travail vous rapportent de bons retours. Vous ne ménagéz pas vos efforts. Pour convaincre certaines personnes, vous savez vous montrer très persuasif.

Vous n'avez pas d'autres choix que de contrôler votre comptabilité de près, dans le cas contraire, dans les jours à venir, vous pourriez aller au-devant de quelques problèmes. Factures, dépenses courantes ou occasionnelles, ne prenez rien à la légère.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'activité professionnelle continue d'être importante. Vous menez plusieurs tâches à la fois et elles pourraient vous épuiser cérébralement. Dans votre service, il peut manquer du monde. La productivité est en baisse et l'ambiance est électrique.

Gare aux dépenses inutiles. L'argent part aussitôt qu'il entre. Pour garder un budget stable, essayez de ne pas craquer dans les sorties. Vos amis pourraient être la cause de dépenses qui tombent mal. Des concessions sont à faire pour maintenir la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La rivalité professionnelle est palpable. Une mauvaise entente flotte dans l'air. C'est avec la boule au ventre que vous allez au travail. Cette situation ne peut pas durer. Vous envisagez d'y mettre un terme au plus vite. Gagner en confort est votre but.

Saturne en Capricorne continue de freiner le train de vie. Vous devez apprendre à faire des concessions. Rogner le budget passe par des frustrations assez inévitables. Les loisirs sont en ligne de mire. Vous déclinez des sorties avec les amis habituels.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un excellent transit peut vous permettre d'être mis en relation avec des personnes haut placées et qui constituent l'élite dans votre domaine. Cette rencontre vous apportera beaucoup tant au niveau intellectuel, qu'au niveau culturel ou spirituel.

La période est propice et votre compte en banque se porte à merveille. L'argent rentre régulièrement et ceci vous permet d'envisager sereinement l'avenir de votre petite famille. Vous pouvez enfin concrétiser vos souhaits les plus profonds.



Vierge (23 août - 23 septembre)

On risque de vous en demander beaucoup trop aujourd'hui, pas sûr que vous puissiez suivre le rythme imposé. Les conditions de travail ne sont pas toujours faciles, si on rajoute à cela une ambiance tendue, rapidement vous pourriez monter dans les tours.

Il y a du mouvement sur vos comptes, vous n'êtes pas du genre à jeter un oeil toutes les trente secondes pour contrôler si vous n'êtes pas en train de grappiller sur votre découvert, mais aujourd'hui vous devriez regarder de plus près.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Du fait de votre bonne humeur et de votre tranquillité d'esprit, votre travail s'en ressent. Les relations avec vos collègues féminines seront privilégiées aujourd'hui. Vous débordez d'imagination et cela vous aide dans votre profession. Il vous est conseillé de ne pas prendre trop de risques dans le secteur de vos finances. Il pourrait y avoir des imprévus fâcheux, des contre-temps inattendus. Mais vous saurez régir à temps. Essayez de maintenir un équilibre dans votre comportement.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mercury et le Soleil en Scorpion vous rendent ambitieux. L'ambiance professionnelle ne vous apporte guère d'épanouissement. Vous pourriez avoir envie d'en changer. Une nouvelle orientation arrive. Une activité avec une stratégie commerciale est possible.

Des activités avec des amis peuvent vous revenir cher. Essayez de fixer des limites. C'est la vie amicale et sociale qui entraîne des frais. Ils sont élevés et vous stressent. Pour réaliser des économies, vous devez rogner sur des dépenses inhabituelles.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous avez travaillé dur, sur le long terme pour arriver à vos buts professionnels. Vous avez fourni de gros efforts sans attendre de gratification immédiate. Vous êtes arrivé à un tournant dans votre vie qui devrait vous apporter ce que vous souhaitez.

La Lune en bon aspect, devrait vous apporter une récolte significative de vos efforts. En bon aspect avec Mercure, il peut s'agir de la signature d'un contrat, qui se concrétise enfin. Vous pouvez donc compter dessus et faire des projets personnels.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Aucune motivation, pas vraiment envie de traiter vos dossiers. Vous préférez vous la couler douce aujourd'hui, sauf que ça ne semble pas plaire à tout le monde. Si vous travaillez en collectif, vous risquez des critiques, les remarques pleuvent.

Ne laissez pas les petits tracas vous casser le moral. Bien sûr, l'argent est indispensable, mais vous ronger les sangs à cause de factures impayées, cela n'en vaut pas la peine. Contactez l'organisme en question de façon à étaler vos paiements.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au travail, votre confiance vous permet de braver beaucoup d'obstacles. Les portes fermées jusqu'à présent s'ouvrent à vous, vous vous sentez même stimulé par la concurrence ! Si vous recherchez un emploi, allez de l'avant, c'est le bon moment.

Du fait de l'influence de bons transits sur vos capacités au travail, vous pourriez être promu à un nouveau poste ou même percevoir une augmentation de salaire. Vos finances s'en trouveraient grandement améliorées ! Une bonne nouvelle arrive..



Poisson (19 février - 21 mars)

Le changement en cours demande la prudence. Si vous signez un contrat, lisez entre les lignes ! Des clauses pourraient vous déplaire. Il y a l'inquiétude de quitter la proie pour l'ombre. La crainte est responsable d'un ralentissement dans ce changement.

La gestion des finances dépend en partie de votre disposition d'esprit. Vos humeurs changeantes entraînent des frais. Ils peuvent être inutiles. Essayez de voir si ces achats sont urgents. Il faut en effet réaliser des économies. Des concessions sont à faire.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO à Ouagadougou</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence des chefs de file des professionnels du secteur invités à s'approprier l'Événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikou Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23